



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le processus de « counter-urbanisation » (Grande-Bretagne) et la « péri-urbanisation » (France) : deux modèles de retour à la campagne.

Mr Henry Buller

Citer ce document / Cite this document :

Buller Henry. Le processus de « counter-urbanisation » (Grande-Bretagne) et la « péri-urbanisation » (France) : deux modèles de retour à la campagne.. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 40-43;
doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4183>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4183

Fichier pdf généré le 08/05/2018



Abstract

This article seeks to identify and explain the different counterurbanisation experiences of Britain and France and attempts to place these different experiences in the context of the two nations' varied rural traditions. While the most significant characteristic of recent British rural population expansion has been net demographic growth in those rural areas lying furthest from urban centres, French non-metropolitan population growth continues to be most pronounced in rural areas lying adjacent or near to urban regions. A major reason for this difference, it is suggested, lies in the comparative lateness of French urbanisation though other factors, notably differing residential preferences and State land use policy contexts have undoubtedly helped distinguish the two national experiences. Ultimately however, one needs to look at the different importance and function of rural areas in each nation's overall composition if the process of urban to rural population shift is to be understood in any genuine individual national context.

Résumé

Cet article examine les différentes expériences de retour à la campagne de la Grande-Bretagne et de la France et les replace dans le contexte des traditions rurales variées de ces deux pays. L'expansion récente de la population rurale britannique se caractérise par une croissance démographique marquée dans les régions rurales les plus éloignées des centres urbains, tandis que la croissance de la population rurale française continue à être plus prononcée dans les communes rurales adjacentes ou proches des régions urbanisées. Cet article suggère que cette différence s'explique principalement par le retard relatif de l'urbanisation en France bien que d'autres facteurs, notamment les préférences résidentielles divergentes et les différentes politiques nationales d'aménagement du territoire aient sans doute contribué à distinguer les deux expériences. Toutefois, il est nécessaire de considérer l'importance et la fonction des régions rurales par rapport à la composition globale de chaque nation pour pouvoir comprendre la migration de l'urbain au rural dans un contexte national précis.



LE PROCESSUS DE « COUNTER-URBANISATION » (Grande-Bretagne) ET LA « PÉRI-URBANISATION » (France) : DEUX MODÈLES DE RETOUR A LA CAMPAGNE

Henry BULLER*

Résumé :

Cet article examine les différentes expériences de retour à la campagne de la Grande-Bretagne et de la France et les replace dans le contexte des traditions rurales variées de ces deux pays. L'expansion récente de la population rurale britannique se caractérise par une croissance démographique marquée dans les régions rurales les plus éloignées des centres urbains, tandis que la croissance de la population rurale française continue à être plus prononcée dans les communes rurales adjacentes ou proches des régions urbanisées. Cet article suggère que cette différence s'explique principalement par le retard relatif de l'urbanisation en France bien que d'autres facteurs, notamment les préférences résidentielles divergentes et les différentes politiques nationales d'aménagement du territoire aient sans doute contribué à distinguer les deux expériences. Toutefois, il est nécessaire de considérer l'importance et la fonction des régions rurales par rapport à la composition globale de chaque nation pour pouvoir comprendre la migration de l'urbain au rural dans un contexte national précis.

The processes of counterurbanisation (Great Britain) and periurbanisation (France) : two models of the return to the country-side

Summary :

This article seeks to identify and explain the different counterurbanisation experiences of Britain and France and attempts to place these different experiences in the context of the two nations' varied rural traditions. While the most significant characteristic of recent British rural population expansion has been net demographic growth in those rural areas lying furthest from urban centres, French non-metropolitan population growth continues to be most pronounced in rural areas lying adjacent or near to urban regions. A major reason for this difference, it is suggested, lies in the comparative lateness of French urbanisation though other factors, notably differing residential preferences and State land use policy contexts have undoubtedly helped distinguish the two national experiences. Ultimately however, one needs to look at the different importance and function of rural areas in each nation's overall composition if the process of urban to rural population shift is to be understood in any genuine individual national context.

INTRODUCTION

Deux phénomènes liés sont largement considérés aujourd'hui comme représentant la tendance démographique dominante dans la plus grande partie des pays occidentaux : le déclin de la population des centres villes et la croissance des populations dans les régions rurales (Berry, 1976). En Grande-Bretagne et en France, comme ailleurs, ce renversement de la tendance jusqu'alors dominante de concentration urbaine a eu un impact majeur sur « la dialectique villes-campagnes » (Gavignaud, 1983) car non seulement il a mené à une croissance de la population dans des zones rurales autrefois en déclin mais il a aussi coïncidé avec un déplacement important de l'industrie et du secteur tertiaire. Ensemble, ces deux processus,

la counterurbanisation et la restructuration économique, ont incité certains de part et d'autre de la Manche à affirmer, pendant les années 1980, l'existence d'une renaissance rurale (Kayser, 1990). « Le monde rural est en train de connaître le plus vertigineux changement qu'il ait jamais connu » affirme Chapuis (1986, p. 218) tandis que Blunden et Curry (1985, p. 13) déclarent qu'en Grande-Bretagne, « le changement dans les campagnes se passe plus rapidement, de façon plus spectaculaire et entraîne des conséquences plus importantes que jamais auparavant ». Toutefois, il faut se garder de considérer que ce type d'affirmation et ces différentes tendances démographiques correspondent à un seul processus général, omniprésent et inéluctable. Parmi les premières

* Groupe de Recherches Sociologiques, Université Paris X, Nanterre
Dépt. de Géographie, King's College Londres.

analyses du retour à la campagne, beaucoup ont supposé une telle omniprésence et une telle généralité (Fielding, 1982) et, ce faisant, ont ignoré les différences nationales fondamentales dans les rapports urbain/rural et l'importance relative des politiques nationales d'aménagement du territoire. Il est clair que non seulement le retour à la campagne est perçu différemment dans des pays différents mais que les unités territoriales qui servent à le mesurer peuvent varier considérablement. Ceci est particulièrement vrai pour la Grande-Bretagne et la France (Bodiguel, Buller et Lowe, 1989). D'une part, ces deux pays ont des traditions rurales très distinctes. D'autre part, la rigueur statistique de la définition par l'INSEE des communes rurales n'a aucun équivalent en Grande-Bretagne où il n'existe qu'une notion implicite, pragmatique et contextuelle du rural qui n'a pas de réelle définition statistique (Hoggart et Buller, 1987). De plus, tandis que les unités territoriales de base en France comptent parmi les plus petites du monde, celles de la Grande-Bretagne font partie des plus grandes (les communes françaises ont une population moyenne de 1 000 habitants, celle des districts britanniques est de 125 000). Les analyses comparatives sont davantage compliquées par le fait que, à l'intérieur d'un même pays, des phénomènes apparemment similaires ont été interprétés de différentes façons.

UN PHÉNOMÈNE DÉMOGRAPHIQUE

En réalité, deux espèces de changement sous-tendent les modèles actuels d'équilibre des populations urbaine et rurale. Premièrement, il y a les changements clairement visibles dans les mouvements de population. Les gens quittent les zones urbaines pour les secteurs péri-urbains et les zones rurales situées loin des centres urbains (Champion, 1981 ; Brunet, 1984 ; Bontron, 1985). En Grande-Bretagne, la population rurale a augmenté depuis 1951. Toutefois cette croissance était, au cours des années 1950 et au début des années 1960, concentrée autour de la périphérie urbaine et des régions rurales accessibles aux centres urbains majeurs. Dans les années 1970 la croissance de la population rurale a gagné considérablement en puissance. De plus, pendant la deuxième décennie, l'expansion rurale s'est étendue vers les régions rurales profondes comme une partie de l'Ecosse, du Pays de Galles et du Nord qui connaissent une croissance pour la première fois dans l'histoire récente. C'est ce dernier élément de la counterurbanisation britannique - la croissance de la population des régions rurales profondes - qui est le développement le plus significatif.

En France, après plus d'un siècle de déclin de la population rurale tout d'abord modéré puis, après la seconde guerre mondiale, brutal, on a noté une nette augmentation de la population rurale dès le milieu des années 1970 (Chapuis, 1986). Néanmoins, la dépopulation rurale reste une réalité pour une proportion significative des régions rurales profondes. De plus, malgré une déconcentration croissante, l'expansion de la population rurale reste largement concentrée dans les régions relativement proches des agglomérations existantes. Ce sont surtout les communes rurales situées à l'intérieur des ZPIU ou juste au-delà qui enregistrent une certaine croissance. Ceci a donné à l'expérience française du retour à la campagne des formes particulières, telles que la rurbanisation (Bauer et Roux, 1976 ; David et alii, 1979) et la péri-urbanisation (Berger et Fruit, 1980), plutôt qu'une croissance démographique dans les zones rurales profondes. Il est donc plus difficile, disent Boudoul et Faur (1982), de dissocier le retour à la campagne du processus général d'urbanisation. Bauer et Roux (1976), ainsi que d'autres, voient la

rurbanisation simplement comme la dernière phase d'un processus d'urbanisation qui dure depuis cent cinquante ans.

Le caractère tardif de l'urbanisation française et la persistance de la dépopulation rurale sont d'importants facteurs qui caractérisent le modèle de migration interne français d'aujourd'hui (Winchester et Ogden, 1989). Contrairement à la Grande Bretagne, où l'expansionnisme urbain a atteint son apogée au dix-neuvième siècle, le développement urbain français était plus marqué dans les années d'après guerre. Ainsi, si la population urbaine de la Grande-Bretagne représentait 78,5 % de la population totale en 1950, le chiffre n'était que de 54,1 % en France. Cependant, pendant les trente années qui ont suivi, le pourcentage de la population urbaine britannique a baissé légèrement pendant que celui de la France augmentait de façon spectaculaire. A ce jour toutes deux sont d'environ 78 %.

Une seconde série de changements est liée aux raisons qui expliquent le mouvement de population observé, car le retour à la campagne implique, soit que les forces traditionnelles menant à l'urbanisation ne soient désormais plus dominantes, soit que de nouvelles forces, stimulant une migration inverse, prennent leur place.

LE RAS LE BOL DES VILLES OU L'AMOUR DE LA NATURE ?

Les changements dans l'accessibilité et dans les préférences résidentielles ont joué un grand rôle en stimulant, d'une part, la tendance générale de la migration de l'urbain au rural et, d'autre part, les différentes formes prises par cette migration en Grande-Bretagne comme en France. Selon un processus désormais bien étudié, l'amélioration des moyens de transport a transformé beaucoup de petites villes rurales en villes-dortoirs. Cependant, considérée seule, cette forme de croissance de la population rurale n'est en fait qu'une extension de la suburbanisation plutôt qu'une counterurbanisation. Sans aucun doute la croissance de la population rurale en est le résultat immédiat mais, dans de nombreuses régions, elle a coïncidé avec un déclin du marché du travail rural, le retrait de certains services publics ruraux et le départ continual des ouvriers agricoles.

Une base plus durable sur laquelle poser le principe d'un véritable retour à la campagne serait peut-être une certaine préférence pour une résidence rurale. Toutefois, il existe des différences substantielles entre les modèles français et britannique. Le retour à la campagne en France a été fortement influencé, depuis les années 1960, par la demande pour un nouveau type d'habitation, la maison individuelle, avec grand jardin, construite dans des lotissements de faible densité - le « pavillon rurbain » - pour reprendre les termes de Bauer et Roux (1976). Par contre, en Grande-Bretagne, la maison individuelle ou « jumelée » caractérise largement le développement urbain depuis le début du vingtième siècle.

En Grande-Bretagne, où règne la tradition de la protection des campagnes, l'attrait physique des régions rurales, ainsi que l'insatisfaction provoquée par le mode de vie urbain, ont eu une importance majeure pour les personnes ayant la possibilité de choisir leur lieu de résidence. Ces personnes acceptent fréquemment un accès réduit aux services publics et un choix limité en tant que consommateurs et considèrent ceci comme une composante nécessaire ou même, dans certains cas, souhaitée, du retour à la campagne. De plus, le développement de la retraite anti-

cipée et l'augmentation des revenus des retraités ont étendu ce type de choix résidentiel aux personnes âgées.

Il est clair que les préférences résidentielles changent. Pour beaucoup, vivre dans un village est préférable à vivre à la grande ville, en particulier si l'accès à la grande ville est relativement aisés. Quoi qu'il en soit, les changements de préférences résidentielles n'expliquent pas l'étendue ni la diversité socio-professionnelle de la migration de l'urbain au rural. Comme le souligne Fielding (1986), une véritable liberté dans le choix de la résidence est rare. De plus, la préférence résidentielle elle-même peut changer à l'intérieur même du cycle familial.

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET DÉCONCENTRATION DÉMOGRAPHIQUE

La question-clé n'en reste pas moins à quel degré la counterurbanisation est liée au phénomène post-industriel de déconcentration de la production car le retour à la campagne n'est pas simplement un phénomène démographique. C'est aussi un phénomène économique. La France et la Grande-Bretagne ont toutes deux vu des changements similaires dans la division spatiale du travail, notamment une croissance économique rurale (Keeble, 1980 ; Mathieu, 1985 ; Bontron et Cabanis, 1988). De plus, ces deux pays ont vu en conséquence des transformations socio-professionnelles similaires dans leurs régions rurales (Newby, 1980 ; Eizner et alii., 1978).

Cependant, bien qu'il y ait une documentation assez vaste sur le processus de restructuration économique (Massey, 1984), les liens entre ce processus et celui du retour à la campagne ne sont pas toujours nets. Certes, on pourrait suggérer que si l'urbanisation a été dans une large mesure encouragée par le processus de l'industrialisation et par l'exploitation des avantages économiques d'agglomération, la counterurbanisation a dû être provoquée par une nouvelle organisation post-industrielle de la production, ce qui a permis une déconcentration à grande échelle des processus globaux de production. Mais les commentateurs ne sont pas d'accord quant à la nature exacte du rapport entre ces deux derniers processus. Pour certains auteurs, la décentralisation de l'emploi a suivi la décentralisation de la population (Herrington, 1984, p. 25), tandis que pour d'autres comme Fothergill and Gudgin (1982) la croissance industrielle a été la plus forte de 1964 à 1974, légèrement avant la période d'expansion de la population rurale la plus marquée. Pour Kayser (1990, p. 79) « l'évolution de l'emploi ne peut constituer à lui seul un facteur explicatif du mouvement démographique ». Ce qui est néanmoins certain, c'est que les deux processus de déconcentration indissociables représentent une réorientation fondamentale de la nature, de la fonction et de la composition sociale de l'espace rural français et britannique.

LE RÔLE DE L'ÉTAT

Depuis la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne et la France ont toutes deux cherché à gérer la distribution de leurs populations urbaines et à encourager le développement régional en privilégiant les centres urbains autres que les plus grandes conurbations, en particulier : les « New Towns » et les « Extended Towns » en Grande-Bretagne ; les métropoles d'équilibre, les villes moyennes et les villes nouvelles en France.

Toutefois, des différences fondamentales sous-tendent les raisonnements sur lesquels reposent ces politiques. En Grande-Bretagne, elles sont dominées par deux objectifs de base : limiter et contrôler l'expansion urbaine et pro-

téger la campagne et les terres agricoles. La création des « New Towns » pour absorber la nouvelle croissance résidentielle va de pair avec la désignation de « Green Belts » (ceintures vertes) autour des principales conurbations pour empêcher l'envahissement des campagnes par les villes.

En France, la décentralisation démographique est liée plus étroitement à la politique de l'aménagement du territoire. Etant donné que l'urbanisation française a commencé plus tard, la politique générale de gestion de la croissance urbaine et celle du développement régional forment un tout. De plus, la politique d'urbanisme en France favorise, ou du moins permet, l'urbanisation des zones rurales. Jusqu'en 1976, on a pu construire en zone rurale dans certaines régions si le terrain avait plus qu'une superficie donnée. Ceci a permis le phénomène de « mitage » autour de nombreuses agglomérations françaises. En Angleterre, par contre, le principe fondamental du système d'urbanisme, depuis 1947, est totalement opposé (même si, dans certaines zones, le résultat est le même) ; il consiste à interdire, sauf dans des cas spéciaux, l'urbanisation dans les zones rurales. En France un POS fait souvent partie d'une démarche locale de développement et d'expansion urbains, alors qu'en Angleterre, un « Local Plan » est souvent une politique de contrainte en matière d'urbanisation.

Néanmoins, il est difficile de dire si ces différentes politiques nationales ont contribué au processus de counterurbanisation. Il est vrai que bien que les politiques de décentralisation et de développement régional aient fréquemment privilégié les centres urbains industriels traditionnels, ces régions n'ont pas été vraiment touchées par la counterurbanisation. En Grande-Bretagne, les politiques de développement régional ont le plus d'effet quand il s'agit d'orienter la croissance vers les « New Towns » ou les « Expanded Towns » qui se trouvent à l'intérieur ou près des grandes régions urbaines (Shepherd et Congdon, 1990). Ainsi, bien que les « Districts » dans lesquels se trouvent les « New Towns » fassent partie des zones de croissance les plus fortes, une telle croissance reflète, dans une large mesure, une dispersion de la population intra-régionale plutôt qu'une migration de l'urbain au rural.

Cependant, les politiques de l'Etat, même si elles n'ont pas contribué directement au retour à la campagne, ont néanmoins créé un contexte favorable à son développement : en réduisant les possibilités de résidence et d'emploi dans les centres villes, en promouvant un mouvement général de la croissance de la population et de l'emploi tout le long de la hiérarchie urbaine ; en favorisant les investissements dans les services publics dans certaines zones rurales ; particulièrement en Grande-Bretagne, en créant un contexte d'aménagement rural qui privilégie surtout les classes moyennes.



La France a un espace rural distinct de l'urbain. Elle a encore une société rurale qui reste tout juste distincte de la société urbaine. L'idée d'un retour à la campagne - qui, plus qu'un simple mouvement de population, implique aussi des changements économiques et sociaux - repose sur l'existence de ces distinctions entre l'urbain et le rural. Tandis qu'en France ces distinctions sont encore claires, elles sont beaucoup moins nettes en Grande-Bretagne où, de ce fait, le « retour à la campagne » est peut-être une fausse appellation. En quittant en masse la

campagne, à la suite de l'industrialisation des dix-huitième et dix-neuvième siècles, selon un processus qui a engendré une urbanisation très forte, les Anglais ont ré-inventé leur campagne, au début comme zone agricole productiviste, puis comme zone résidentielle et enfin, comme nouvel espace économique. Aujourd'hui la campagne britannique est une campagne diversifiée, sur le plan social aussi bien que sur le plan économique. Mais lier cette diversification actuelle seulement à des macro-processus économiques, tels que la restructuration économique, c'est ignorer, premièrement, cette fonction changeante de l'espace rural britannique et, deuxièmement, les micro-processus

(Cloke, 1985) - politiques locales d'urbanisme, changements dans les prix des maisons et préférences résidentielles des classes moyennes - qui ont beaucoup contribué à la counterurbanisation version anglaise.

Il est clair que l'expérience française de retour à la campagne n'a pas été la même que celle de la Grande Bretagne. Cependant, il reste encore à ces deux processus à prouver qu'ils sont durables. En effet, les années 1980 ont déjà vu un ralentissement de la décentralisation de la population et du secteur industriel et les prochains recensements dans les deux pays promettent de révéler une croissance nouvelle de la population des villes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- G. BAUER et J. ROUX (1976). — **La Rurbanisation ou la Ville Eparpillée**, Seuil, Paris.
- B. BERRY (1976). — **Urbanisation and Counterurbanisation**, Sage, Beverley Hills.
- M. BERGER et J. FRUIT (1980). — Rurbanisation et analyse des espaces péri-urbains. In **L'Espace Géographique**, 9, 303-313.
- J. BLUNDEN et N. CURRY (1985). — **The Changing Countryside**, Croom Helm, Londres.
- M. BODIGUEL, H. BULLER et P. LOWE (1989). — Le rural français et britannique, approche spatiale et traditions universitaires. In M. BODIGUEL et P. LOWE (sous la direction de), **Campagne Française, Campagne Britannique**, L'Harmattan, Paris.
- J.-C. BONTRON (1985). — Population et espace rural : vers une nouvelle dynamique. In **Pour**, juin 1985, p. 10-23.
- J.-C. BONTRON et S. CABANIS (1988). — Les usages sociaux de l'espace rural et leurs conséquences sur l'emploi. Communication à la rencontre de la Société franco-britannique d'études rurales, Paris, 15-17 décembre 1988.
- J. BOUDOUL et J.-P. FAUR (1982). — Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? **Economie et Statistique**, 149, 1-16.
- P. BRUNET, sous la direction de, 1984. — **Carte des mutations de l'espace rural français 1950-1980**, Université de Caen.
- A. CHAMPION (1981). — Population Trends in Rural Britain. In **Population Trends**, 26, 20-23.
- R. CHAPUIS (1986). — **Les Ruraux Français**, Masson, Paris.
- P. CLOKE (1985). — Counterurbanisation : a rural perspective. In **Geography**, 70, 13-23.
- J. DAVID et alii., (1980). — **Problématiques et méthodes d'analyse de la rurbanisation**, Université Scientifique, Grenoble.
- N. EIZNER et alii. (1978). — Avec nos sabots : la campagne rêvée et convoitée. In **Autrement** 14 juin 1978, 247 p.
- A. FIELDING (1982). — Counterurbanisation in Western Europe, In **Progress in Planning**, 17, 1-52.
- A. FIELDING (1986). — Counterurbanisation. In PACIONE, M. **Population Geography : Progress and Prospect**, Croom Helm, Londres.
- S. FOTHERGILL et G. GUDGIN (1982). — **Unequal Growth**, Heinemann, Londres.
- G. GAVIGNAUD (1983). — **La Révolution Rurale**, Horvath, Paris.
- J. HERRINGTON (1984). — **The Outer City**, Hutchinson, Londres.
- K. HOGGART et H. BULLER (1987). — **Rural Development**, Croom Helm, Londres.
- B. KAYSER (1990). — **La Renaissance Rurale**, Colin, Paris.
- D. KEEBLE (1980). — Industrial decline, regional policy and the urban-rural manufacturing shift in the UK. In **Env & Planning A**, 12, 945-62.
- D. MASSEY (1984). — **Spatial Divisions of Labour**, Macmillan, Londres.
- N. MATHIEU (1985). — Un nouveau modèle d'analyse des transformations en cours : la diversification-spécialisation de l'espace rural français. In **Economie Rurale**, 166, 38-44.
- H. NEWBY (1980). — Urbanisation and the rural class structure. In F. BUTTEL et H. NEWBY, **The Rural Sociology of Advanced Societies**, Croom Helm, Londres.
- J. SHEPHERD et P. CONGDON (1980). — Small town England : population change among small to medium sized urban areas. In **Progress in Planning**, 33, 3-111.
- H. WINCHESTER et P. OGDEN (1989). — France : decentralisation and deconcentration in the wake of late urbanisation. In A. Champion, **Counterurbanisation**, E. Arnold, Londres.